

IMAGINER UN NOUVEAU CONTRAT DE GENRE POUR LE CLIMAT

Annica Kronsell

18/06/2025

Dans ce contexte d'urgence écologique où les inégalités climatiques se creusent et mettent en péril les droits fondamentaux, Annica Kronsell, professeure de science politique en Suède, analyse, dans ce texte extrait de l'ouvrage *A new gender equality contract for Europe* (Palgrave Macmillan) réalisé en partenariat avec la FEPS, les liens entre genre, climat et justice sociale. Elle appelle ainsi à une transition écologique juste, intégrant pleinement l'égalité de genre dans les politiques climatiques européennes à travers notamment l'élaboration d'une rationalité empathique.

*Ce texte est la traduction en français de la version anglaise du chapitre Imagining a New Gender Contract for Climate au sein de l'ouvrage *A new gender equality contract for Europe* (Palgrave Macmillan en partenariat avec la FEPS et la Fondation Jean-Jaurès). Elle a été réalisée par Laure-Anne Hayes.*

Introduction

La gouvernance du changement climatique – le pilotage des objectifs climatiques – intervient à plusieurs niveaux interconnectés, aux niveaux mondial, régional et local, et inclut les institutions sectorielles de l'énergie, des transports, de l'industrie et de l'agriculture, qui sont fortement impliquées dans la gouvernance du climat et y jouent un rôle essentiel. Le nombre de femmes dans ces contextes est généralement faible, voire très faible, et les efforts d'intégration de la dimension de genre sont largement absents. La domination de la logique de la modernisation écologique dans la gouvernance du changement climatique ne permettra probablement pas d'atteindre les objectifs climatiques. L'objectif de ce chapitre est de proposer un modèle de gouvernance alternatif pour le climat qui aborde le problème du changement climatique en imaginant un nouveau contrat de genre pour une Union européenne (UE) plus juste, plus égalitaire et plus féministe.

Le Pacte vert pour l'Europe (*European Green Deal*, EGD) est un exemple de gouvernance climatique. Il fixe des ambitions élevées pour l'UE, qui doit « devenir le premier continent climatiquement

neutre¹ », et pousse les États membres à décarboniser les secteurs responsables d'une grande partie des émissions à l'origine du changement climatique. L'EGD est également une politique de croissance qui (re)distribue les ressources en termes d'emplois, de technologies et de subventions. Dans l'UE, ces secteurs sont fortement dominés par les hommes, en termes de marché du travail, de décisionnaires et de propriétaires des entreprises concernées². L'EGD est un exemple de la rationalité de la modernisation écologique, qui met l'accent sur l'économie et la croissance, la technologie et les secteurs à prédominance masculine. L'EGD a été annoncé en même temps que la nouvelle stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes et la nomination de la toute première commissaire à l'égalité (*Commissioner for Equalities*)³, suscitant l'espoir d'une intégration des deux priorités que sont l'action climatique et l'égalité.

En effet, l'attention portée par l'EGD à une transition juste signifie qu'il reconnaît que la décarbonisation a des effets distributifs et sociaux. Il s'agit là d'une étape importante. Pourtant, dans une analyse des stratégies de l'EGD sous l'angle de l'égalité, Gill Allwood et Annica Kronsell⁴ concluent que l'UE n'a pas été en mesure d'intégrer l'agenda de l'EGD à l'agenda de l'UE en matière d'égalité. Malgré l'intention déclarée de « ne laisser personne de côté », la politique climatique de l'UE reste aveugle au genre⁵. Elle comprend également la stratégie *Fit for 55* et la loi sur le climat de 2021⁶. Les décideurs politiques, les acteurs du secteur et le public semblent peu conscients des effets potentiels sur le genre. Les évaluations d'impact ne sont pas du tout réalisées (par exemple, la loi sur le climat de 2021) ou ignorent le genre (par exemple, l'évaluation d'impact accompagnant la communication « Stepping up the EU's climate action⁷ »). Cette omission est problématique.

La recherche a montré que les injustices liées aux conditions matérielles du changement climatique ont de profondes répercussions sur les moyens de subsistance des populations, entraînant la marginalisation et la vulnérabilité⁸ ainsi que des privilèges différents en termes d'accès au pouvoir et aux ressources⁹. Ces injustices ont un caractère intersectionnel, ce qui signifie que l'égalité entre les femmes et les hommes est intimement liée à d'autres expressions de pouvoir liées au lieu, à la classe, à l'ethnicité, à l'âge, etc. Le fait que l'EGD ignore le genre risque d'exacerber les inégalités existantes et d'en créer de nouvelles. Il s'agit d'une occasion manquée, car la prise de conscience et la compréhension des liens entre le genre et le changement climatique peuvent produire une politique intégrée avec des avantages pour plusieurs objectifs politiques¹⁰.

Ce chapitre suggère que le problème est lié au modèle de gouvernance dominant utilisé dans la gouvernance climatique de l'UE. Il commence par décrire la rationalité de la modernisation écologique, qui domine actuellement la manière dont la gouvernance climatique est matérialisée,

et il démontre les effets sexospécifiques de cette rationalité. La rationalité est la logique sous-jacente de la gouvernance et le raisonnement qui sous-tend l'action de celle-ci¹¹. Une rationalité de gouvernance alternative basée sur la pensée écoféministe et l'éthique du soin est ensuite proposée comme moyen d'imaginer un nouveau contrat de genre pour la gouvernance climatique. Il inclut des exemples de politiques qui illustrent cette rationalité alternative.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Rationalité de la gouvernance : la domination de la modernisation écologique

Les questions relatives au climat et à l'environnement font désormais partie des principales activités de gouvernance des États. La plupart des pays du monde – en particulier les pays riches – ont désormais mis en place diverses stratégies environnementales et climatiques, ainsi que des institutions chargées de mettre en œuvre les engagements relatifs au climat, une part importante des budgets des États étant consacrée aux questions environnementales¹². Les gouvernements ont eu recours à de nombreux types de mesures pour se rapprocher des objectifs climatiques et environnementaux – interdictions, sanctions, fiscalité, subventions, mesures d'information, investissements dans la planification et les infrastructures –, essentiellement fondées sur la rationalité de la gouvernance de la modernisation écologique. C'est la logique sous-jacente d'une grande partie de l'orientation actuelle vers les objectifs climatiques, y compris de l'UE et de ses États membres.

Selon les chercheurs, lorsque la gouvernance climatique et environnementale des États européens a émergé, elle s'est alignée avec la modernisation écologique¹³. Elle repose sur l'idée que l'économie se développe constamment pour devenir toujours plus efficace, à l'aide de nouvelles innovations (technologiques) qui profitent au marché. L'idée sous-jacente est que l'économie peut continuer à croître tout en contenant et en réduisant les effets climatiques. Ainsi, la croissance économique est perçue comme créatrice de bien-être, et elle s'accompagne d'un grand optimisme quant à ce que le marché peut accomplir. Cette rationalité gouvernementale – qui contient également d'autres éléments, comme nous le soulignons dans cette section – se reflète dans les politiques et les

stratégies dans le cadre de l'EGD. En général, la voie de la modernisation écologique a été considérée par les gouvernements et les décideurs politiques comme gagnant-gagnant pour tout le monde ; ce n'est que récemment que l'on a reconnu qu'elle pouvait en fait « en laisser quelques-uns de côté ».

En tant que rationalité de gouvernance préférée des États providence européens, la domination de la modernisation écologique signifie qu'il est nécessaire de taxer le travail salarié, la consommation, les émissions environnementales et les bénéfices afin de générer les ressources susceptibles de créer du bien-être pour les citoyens et de résoudre les éventuels problèmes et conflits au sein de la société au moyen de politiques distributives. Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure clé de la croissance économique et constitue à la fois un désir et un indicateur de succès, selon cette rationalité. Cela présente un dilemme pour les États car, lorsque les citoyens réduisent les émissions de carbone en diminuant la consommation de ressources, ce qui est souhaitable du point de vue de l'environnement et du climat, la base de revenus du gouvernement est réduite. Ainsi, l'incitation des citoyens à « consommer pour sortir de la crise¹⁴ » est conforme à cette rationalité, mais peut gravement compromettre l'ambition d'atteindre les objectifs climatiques.

La dépendance des pays riches sur la modernisation écologique en tant que rationalité sous-jacente à une gouvernance axée sur la croissance économique a été identifiée par de nombreux critiques écologistes comme un problème majeur. Elle conduit à des pratiques non durables parce que les efforts se concentrent sur la production et la consommation par le biais du commerce mondialisé, avec l'exploitation des différences de salaires et des coûts variables des ressources naturelles¹⁵. Le problème de la rationalité de la modernisation écologique est illustré dans l'UE, où les États membres ne sont pas assez performants en matière d'objectifs climatiques, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)¹⁶, malgré la mise en place d'un portefeuille substantiel de gouvernance climatique. Il convient de reconnaître qu'il existe des variations entre les performances des différents pays et que certains succès ont été enregistrés dans la réduction des émissions liées à la production¹⁷. Bien que les taux d'émissions climatiques varient également en fonction de la manière dont ils sont calculés, les États membres de l'UE font partie des pays riches et ont des modes de consommation qui se traduisent par des empreintes écologiques comparativement importantes et des émissions climatiques élevées¹⁸.

Les spécialistes de l'environnement ont vivement critiqué le rôle de la croissance économique dans la rationalité de la modernisation écologique¹⁹, soutenant que les limites connues de la croissance ne sont pas suffisamment reconnues²⁰. L'accent mis sur le PIB en tant que mesure des activités économiques a des implications très importantes en termes de genre. Cela signifie que la

reproduction, toutes les activités qui impliquent le maintien de la vie, sont soit invisibles, soit dénuées de pertinence ou moins valorisées. Les fonctions de soins des États providence – santé, école, personnes âgées et gouvernance sociale –, ne générant pas de croissance du PIB, sont perçues comme un secteur dépendant de la croissance du secteur « productif ». Même si l'économie productive repose sur le travail non rémunéré, cette dépendance n'est pas exprimée explicitement dans les politiques économiques²¹.

La nature, elle aussi, reste largement ouverte à l'exploitation, avec pour conséquence l'épuisement des ressources. Cela illustre le problème que pose le fait de privilégier la croissance économique au détriment de la reproduction sociale et de la nature. L'idée de croissance présuppose que les ressources de la nature sont infinies, alors qu'elle nie et rend invisible la dépendance des humains à l'égard de la nature et de la reproduction²². Les politiques d'égalité semblent également influencées par cette idée de croissance, dans la mesure où elles visent souvent à ce que les femmes obtiennent une part juste et égale de la production, de la consommation et de la croissance. Son objectif est de permettre aux femmes de « rattraper » la position économique et politique des hommes blancs de la classe moyenne du Nord. Une telle vision de l'égalité se heurte aux conditions de maintien de la vie²³ dans un contexte de ressources naturelles limitées et de frontières planétaires²⁴.

Robyn Eckersley²⁵ propose de différencier les types de croissance comme étant bons ou mauvais et affirme que certains types de croissance – dans l'économie circulaire, l'énergie renouvelable et le secteur social – peuvent effectivement être bénéfiques pour la transition climatique. La pandémie de Covid-19 a certainement mis en évidence l'importance de la prise en charge de la société et du bien-être. Cependant, les décideurs en matière de climat semblent continuer à adhérer à la rationalité de la modernisation écologique et ne se sont probablement pas engagés dans une réflexion sérieuse sur la signification de la croissance. Les stratégies actuelles de l'EGD en sont la preuve. Elles n'incluent pas le secteur social.

En outre, la rationalité de la modernisation écologique s'accompagne d'une confiance excessive dans le fait que les nouvelles innovations techniques peuvent résoudre toute pénurie de ressources²⁶. Cela implique une recherche constante de nouvelles innovations pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en énergie, de demande de transport et de consommation de ressources naturelles, qui sont également supposées générer davantage de croissance économique. Le ralliement actuel à l'électrification dans l'EGD en est un exemple. Le véhicule électrique est présenté comme la solution aux fortes émissions de carbone dans le secteur des transports, et l'électrification de l'industrie comme le moyen de réduire ses émissions et de s'affranchir de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. L'électrification ignore la

dépendance sur la nature. Tout d'abord, elle nécessite de l'énergie, comme l'électrification repose sur la production d'énergie à partir d'autres sources que les combustibles fossiles et, ensuite, l'électrification nécessite de nouvelles ressources telles que les métaux rares, qui sont essentiels pour les batteries, ce qui entraîne l'ouverture de nouvelles mines à la recherche de ressources naturelles. L'électrification, bien qu'elle soit louée pour tous les emplois qu'elle créera dans l'EGD, donnera probablement lieu à de nouvelles iniquités et des inégalités et aura des conséquences environnementales. La pertinence de la dimension du genre dans l'électrification est ignorée. Les nouveaux emplois supposés être générés dans le secteur de l'électrification bénéficieront largement aux hommes, et la voiture personnelle électrique est destinée à l'homme de la classe moyenne supérieure²⁷. L'attention portée à l'électrification des voitures personnelles signifie également que des solutions plus durables reçoivent moins d'attention.

L'importance attribuée aux solutions techniques et aux innovations dans la rationalité de la modernisation écologique signifie que les valeurs et les normes de la masculinité technique continuent d'être dominantes dans les secteurs qu'elle inclut²⁸. Grâce à la rationalité de la modernisation écologique, les masculinités techniciennes sont normalisées dans la plupart des secteurs associés à la gouvernance climatique – transports, énergie, industrie – et ces secteurs sont associés à des identités professionnelles (genrées). Cela conduit à l'exclusion des femmes, mais aussi, paradoxalement, à l'invisibilité du genre. Les ingénieurs – majoritairement des hommes – constituent le groupe professionnel dominant dans ces secteurs. Ainsi, une mentalité de masculinité technique et la préférence pour les connaissances techniques ont historiquement dominé. Cela influence la façon dont les problèmes sont perçus, le type de connaissances qu'il est pertinent d'inclure dans les stratégies et les politiques, et les groupes qui doivent participer à l'élaboration des politiques climatiques. La planification des transports, par exemple, a toujours été dictée par la masculinité technique, qui met l'accent sur les connaissances techniques, l'analyse quantitative des coûts et des bénéfices, l'infrastructure technique et les perspectives descendantes axées sur les experts²⁹. Elle a notamment mis l'accent sur la mobilité automobile, en donnant la priorité à l'utilisation de la voiture personnelle³⁰. Ainsi, la manière dont le secteur des transports préfère traiter les objectifs climatiques (comme dans l'EGD³¹) est typiquement conforme à cette rationalité, par des investissements dans les infrastructures de transport, le développement de véhicules – électriques et autonomes – et des opérations qui devraient être conçues pour minimiser les pertes, maximiser la valeur et contribuer à la croissance économique – comme les solutions de mobilité intelligente.

En conclusion, la dominance de la rationalité de la modernisation écologique dans la gouvernance climatique a deux implications majeures pour l'égalité des genres : la surreprésentation des hommes dans les secteurs pertinents impliqués dans la gouvernance du changement climatique

persiste ; et la pertinence des aspects reproductifs de l'économie, à savoir le secteur social, le travail non rémunéré des femmes et le travail reproductif de la nature, est soit complètement exclue, soit non reconnue, soit considérablement dévalorisée. Certains aspects de la rationalité de la modernisation écologique peuvent être nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques fixés, car le changement climatique est un problème très grave³². Cependant, sa domination totale risque d'être destructrice et préjudiciable à la gouvernance climatique. La gouvernance devrait être diversifiée, reconnaître la complexité et, dans le processus de gouvernance, être réflexive et inclure largement différents types d'acteurs, de visions et de moyens. L'application d'autres rationalités de gouvernance peut renforcer la capacité à faire face aux problèmes climatiques actuels et futurs. Dans ce qui suit, nous esquissons une rationalité alternative. La rationalité empathique est une proposition pour un nouveau contrat d'égalité des genres, où l'environnementalisme, l'écoféminisme et l'éthique du soin peuvent fournir le ciment progressif de la gouvernance climatique de l'UE.

Une alternative à la rationalité de la gouvernance : la rationalité empathique

Cette partie s'appuie sur la recherche transformative des féminismes écologiques et propose une rationalité de gouvernance alternative, qui aborde la question de ce qui est nécessaire pour changer les normes de l'agenda de la gouvernance climatique afin de devenir plus égalitaire et plus juste, dans un nouveau contrat d'égalité des genres. Il s'appuie sur les travaux d'écoféministes³³, des masculinités alternatives³⁴ et des spécialistes de l'éthique des soins³⁵. L'argument est que l'élaboration des politiques peut devenir (plus) verte, plus durable et décarboner l'économie grâce à la notion de gouvernance inclusive et bienveillante fondée sur une rationalité différente basée sur le soin et l'empathie³⁶. Les éléments fondamentaux de la rationalité empathique sont présentés ci-après et discutés en fonction de ce qu'ils peuvent apporter en termes de contribution à l'élaboration de stratégies politiques concrètes de l'UE et de ses États membres.

Dans un volume publié sur l'État vert³⁷, nous proposons la rationalité empathique comme fondement de la gouvernance dans l'État³⁸. Cette rationalité qui y est proposée est développée ici. La rationalité empathique repose sur une logique de soins, dans laquelle la croissance économique et l'efficacité sont subordonnées aux soins. L'application de l'idée de soins en tant que principe politique et mise en œuvre par l'UE, dans les États membres et par ses agences de mise en œuvre, signifie que la tâche de l'État peut être comprise d'une manière différente, comme étant fondée sur le souci du bien-être de tous les citoyens. L'État providence peut être considéré comme un « État qui se soucie [de ses citoyens]³⁹ » car, en comparaison avec d'autres formes d'État⁴⁰, les États

providence, comme les États membres de l'UE, disposent de politiques et d'institutions sociales plutôt étendues qui prévoient des dispositions pour le secteur de la reproduction sociale et des formes de résolution des griefs entre différents groupes, comme entre le travail et le capital⁴¹. Toutefois, en raison de la rationalité de la modernisation écologique, les États providence modernes sont devenus « esclaves » de l'impératif de croissance économique. Comme indiqué dans la section 2, si nous imaginons un nouveau contrat de genre pour la gouvernance climatique, il est urgent de remettre en question l'impératif économique actuel, qui subsume les sphères sociales et reproductives de la politique dans le but de la production et de la croissance.

La rationalité empathique en tant que principe de gouvernance climatique cherche à inverser cette relation de manière à accentuer la dépendance des secteurs productifs (industrie, commerce, etc.) à l'égard de la sphère reproductrice (sociale, santé, etc.) et du secteur informel (travail non rémunéré et travail des soins). La place centrale qu'occupent les soins dans la vie des êtres humains est au cœur de la rationalité empathique. Les êtres humains sont interdépendants, car ils ont besoin de soins et sont pourvoyeurs de soins à un moment ou un autre de leur vie. Cette interdépendance est ce qui assure la cohésion des communautés, mais aussi ce qui fait de nous des êtres humains. La rationalité empathique considère que les soins émanent d'une expérience directe, mais aussi partagée, de la façon dont nous sommes à la fois dépendants et indépendants en même temps et tout au long du cycle de vie. Ce lien approfondit les relations entre les personnes de manière très concrète, ce qui conduit à une expérience de la mutualité dans les relations d'interdépendance. Cette interdépendance plus profonde, qui fait partie de la condition humaine, est propre à la rationalité empathique et peut être étendue à la question des relations entre les humains, les non-humains et la nature. La solidarité avec les autres, humains et non-humains, présents et futurs, peut être obtenue en faisant l'expérience de l'interdépendance par le biais du soin et avec l'aide de l'empathie.

Bien que l'on puisse supposer qu'une éthique fondée sur les soins humains donne la priorité aux besoins humains, ce n'est pas nécessairement le cas. La rationalité empathique étant fondée sur la capacité de compatir aux besoins de « l'autre », elle inclut l'imagination des besoins d'humains placés différemment, mais elle peut aussi inclure l'imagination des besoins de la nature et de la situation future des générations humaines, animales et naturelles à venir. En étant sensible à la situation de ces autres, on peut réinterpréter leurs besoins dans un cadre de durabilité⁴². Par exemple, dans les pays riches comme le nôtre, cela implique de remettre en question nos « besoins » en matière de consommation, et donc de limiter la consommation excessive pour répondre aux besoins humains réellement pertinents et qui peuvent être satisfaits dans le cadre d'une économie de soins respectueuse de l'environnement. La caractéristique unique de l'empathie est qu'elle peut donner aux gens un aperçu de ce que c'est que d'être quelqu'un ou quelque chose

d'autre et faire comprendre qu'il y a d'autres façons d'être et d'autres façons de faire dans le monde. Grâce à l'empathie, les relations d'interdépendance au sein du monde humain et entre les mondes naturel et humain sont saisies et comprises plus profondément, également dans une perspective d'avenir. L'empathie peut contribuer à une réflexion sur la manière de mieux représenter la nature, les autres espèces et les générations futures dans la gouvernance climatique. L'empathie permet également de comprendre les limites des perceptions et, par conséquent, d'ajouter un degré d'humilité à ce qu'il est possible de savoir sur « l'autre » et aussi à ce qui peut être réalisé. Il est donc nécessaire de cultiver des sentiments qui favorisent la capacité d'empathie.

Pour la rationalité empathique, il est important de trouver des moyens de définir les besoins, car l'éthique des soins suggère que la réactivité est cruciale ; cela signifie qu'il faut être attentif aux bénéficiaires des soins pour savoir si leurs besoins ont été satisfaits. La prise en compte des besoins est essentielle. Cependant, il est nécessaire de réfléchir de manière très critique aux besoins, car l'accent mis sur les besoins peut aller à l'encontre d'initiatives durables conçues pour susciter un changement en termes de limitation de la consommation et de choix de mode de vie. Des discussions sur le type de « besoins » acceptables pour une économie durable, verte et solidaire sont nécessaires, et les initiatives politiques devraient être évaluées sur la base de la satisfaction du besoin de la manière la plus durable possible. Lors de l'application de la rationalité empathique à la gouvernance, l'attention en tant que sensibilité et la réponse aux besoins sont des éléments importants lors de l'élaboration des politiques et de la prise de décision. Elle prescrit également une gouvernance orientée vers une pensée holistique et circulaire et appelle à une action fondée sur la prudence. Le soin en tant que prudence suggère une forte prise de conscience des risques possibles, conduisant à une préférence pour les mesures préventives et la précaution, y compris l'acceptation des limites.

Pensée holistique

La pensée holistique est au cœur de la rationalité empathique, car elle est fondée sur les connaissances de l'écologie, avec une vision systémique de la façon dont les humains et les non-humains font partie d'écosystèmes aux connexions complexes et aux interdépendances étroites⁴³. La pensée holistique appelle à un changement vers une reconnaissance du fait que les humains vivent dans un monde aux ressources limitées et qu'ils sont imbriqués dans des relations avec d'autres personnes, d'autres espèces et la nature, ce qui, à son tour, est la condition préalable à notre existence et à celle des générations futures, ainsi qu'à la survie des générations à venir d'humains et de la nature. L'économie circulaire est conforme à la pensée holistique et appelle à soigner, à réparer et à recréer, en tant qu'éléments essentiels.

Bien que la reproduction sociale ou les soins ne soient pas explicitement pris en compte, le concept d'« économie circulaire » occupe une certaine place dans les stratégies de l'EGD⁴⁴ et *Fit for 55*⁴⁵. Toutefois, plusieurs critiques soutiennent que la façon dont elle est envisagée n'est pas suffisamment transformatrice et qu'il est nécessaire de procéder à un nouveau changement culturel, suggérant, par exemple, que les investissements verts doivent considérer les soins et la reproduction sociale comme faisant partie intégrante de l'économie verte et circulaire⁴⁶.

La vision européenne de l'économie circulaire s'appuie sur la concurrence du marché pour atteindre l'efficacité dans l'utilisation des matériaux. La rationalité emphatique insisterait sur le fait qu'une économie circulaire devrait être basée sur la prudence et la prévention, ce qui signifie qu'elle aurait des effets contraignants. Il s'agirait notamment de limiter l'ensemble de l'utilisation des ressources car, dans l'éthique du soin, le soin signifie également accepter une situation telle qu'elle est (c'est-à-dire le fait d'être vieux, malade et dépendant). Interprété dans le cadre de l'économie circulaire, cela implique la possibilité d'apprendre à se contenter de ce que l'on a, car cela est jugé suffisant. Dans un premier temps, les impôts et les politiques fiscales doivent être conçus de manière à privilégier une économie circulaire et de partage.

L'empathie comme conduite de gouvernance

Une conduite essentielle dans cette rationalité de la gouvernance est l'empathie, qui permet de réaliser pleinement la bienveillance. Greta Gaard⁴⁷ écrit que l'empathie peut rappeler aux humains leur place dans l'écosystème, leur dépendance à l'égard d'autres espèces, par exemple pour la production alimentaire. Dans le même temps, elle peut conduire à reconnaître la souffrance des animaux, la destruction de la nature et l'épuisement des ressources naturelles, et rendre possible d'imaginer la valeur intrinsèque des non-humains. Dans cet effort, la représentation de la nature doit devenir une préoccupation dans les agendas politiques et dans les contextes de gouvernance. Le mécanisme de changement émanant de la rationalité empathique consiste à élargir et à approfondir la compréhension de l'interdépendance, par exemple par le biais de politiques inclusives qui diffusent l'expérience du soin et de la prise en charge des humains, de la nature, des autres espèces et des générations futures. Le processus de transformation qui consiste à reconnaître l'interdépendance n'est pas uniquement intellectuel, mais s'enracine dans les expériences vécues de satisfaction des besoins d'autrui et de ses propres besoins. Ainsi, pour être transformatrices, les initiatives de gouvernance devraient favoriser l'empathie par le biais d'expériences et de stratégies de soutien qui permettent aux gens d'entrer dans l'expérience de l'interdépendance avec la nature⁴⁸. Des exemples de telles initiatives sont les subventions et le soutien aux organisations civiques qui engagent les gens dans des projets de conservation de la nature, de surveillance de la faune et de la flore, de jardinage et d'autres projets visant à rapprocher

la nature des humains et de la vie citadine. Il s'agit, entre autres, de projets visant à repenser la masculinité en relation avec la protection de la Terre⁴⁹.

Une autre façon de faire progresser la rationalité empathique est de généraliser l'expérience de l'interdépendance dans notre société, en défendant une vision généraliste de la répartition des tâches dans la société, en particulier en ce qui concerne l'attribution des soins. Les politiques qui autorisent et encouragent les congés parentaux partagés illustrent un type de politique qui va dans ce sens, même si elle est imparfaite dans ses versions actuelles. Dans une étude récente⁵⁰, qui souligne la domination masculine dans les secteurs des transports et de l'énergie dans les États membres de l'UE, tant sur le marché du travail que dans la politique et les affaires, il est avancé que la principale raison pour laquelle il y a si peu de femmes employées et actives dans ces secteurs est que les femmes doivent assumer une grande part de la responsabilité de la garde des enfants. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles le travail dans les secteurs des transports et de l'énergie est dominé par les hommes. Par conséquent, une stratégie de l'UE pour la transition climatique, que l'EGD prétend être, doit inclure le secteur social et, en particulier, proposer des solutions sérieuses pour une contribution partagée à la parentalité entre les femmes et les hommes (comme des régimes de congé parental généreux) ainsi qu'un partage du travail informel de soins⁵¹.

La rationalité empathique avancerait des solutions visant à répartir équitablement les tâches de soins entre les citoyens, quel que soit leur genre, en visant également le harcèlement sexuel/de genre qui affecte les femmes dans les emplois à prédominance masculine. La vision généraliste de la répartition des tâches signifie que chaque citoyen devrait participer aux soins. Cela suggère de consacrer plus de temps à ces tâches et souligne la nécessité d'interventions politiques visant à réduire les heures de travail et la norme du travail à temps plein. Les propositions qui combinent la réduction du temps de travail et l'attente que chaque citoyen s'associe aux efforts des soins modifieront les relations entre les femmes et les hommes. Les femmes et les hommes devront consacrer une part égale de leur temps libre à s'occuper des enfants, des personnes âgées, des relations sociales et des activités de protection de la nature (telles que les activités de soutien à la biodiversité, l'engagement dans des projets locaux de protection de la nature et dans des organisations environnementales).

Les soins, c'est l'affaire de tous

À ce point, il peut être utile de souligner que la rationalité empathique ne présuppose en aucun cas que les soins sont quelque chose d'essentiel et d'associé aux femmes. Lorsque le soin est un principe politique, il suppose que tout le monde peut soigner et est soumis au soin à un moment ou

à un autre de sa vie. Néanmoins, l'exploitation et la dévalorisation du travail de soin des femmes ont été et continuent d'être une partie intégrante du système économique actuel. Il en résulte des écarts de revenus et de pensions entre hommes et femmes, la féminisation du transport et la pauvreté énergétique, pour ne citer que quelques exemples importants⁵². Par conséquent, en développant la rationalité empathique en tant que gouvernance climatique, il est important de ne pas perdre de vue les structures de pouvoir. La rationalité empathique appelle à la solidarité avec les autres.

Chaque individu est intégré dans différentes relations de pouvoir social intersectionnelles. Par exemple, notre mode de vie durable dépend de nos ressources matérielles, de notre place dans le monde et de catégories sociales telles que le genre, la classe sociale, l'appartenance ethnique et l'âge. Même parmi les citoyens des États membres de l'UE, nombreux sont ceux n'ayant pas les moyens d'acheter des aliments biologiques ou d'échanger leur vieille voiture contre une voiture électrique, ou leur congélateur contre un appareil moins gourmand en énergie. La façon dont une personne agit de manière durable dépend également de son statut économique. Certains groupes, comme les femmes pauvres, ont tendance à utiliser moins de ressources et à laisser des empreintes écologiques moins importantes ; beaucoup d'entre elles vivent dans la pauvreté en matière d'énergie et de transport, ce qui signifie qu'elles ne peuvent pas payer le chauffage de leur maison ou le coût d'une voiture ou d'un ticket de bus : leur mobilité est restreinte par cette pauvreté. Cela signifie qu'elles sont moins impliquées dans les causes du changement climatique parce qu'elles émettent des quantités minimales de CO₂. Cet aspect est important lorsqu'il s'agit de déterminer les secteurs qui devraient bénéficier d'un soutien économique dans le cadre de la transition climatique, par exemple dans les diverses stratégies de l'EGD, censées s'attaquer au problème. Lorsque ces stratégies soutiennent principalement l'électrification des véhicules et de l'industrie, il est probable que de nombreux groupes, tels que les femmes et les pauvres, en seront exclus. La rationalité empathique prendrait également en compte leurs préoccupations et leurs besoins. L'accent mis sur le fait de « ne laisser personne de côté » signifie que les effets des stratégies doivent être pleinement explicités. Des mesures ont été prises pour tenir compte des aspects de justice sociale et d'égalité dans ces stratégies climatiques de l'UE, mais elles n'abordent pas les questions de représentation et de distribution⁵³.

L'éthique des soins repose sur l'acceptation de la variation et le respect de la diversité des expériences. Ainsi, les solutions universelles ne sont pas nécessairement la meilleure option. Il faut plutôt être sensible à la capacité de chaque individu à contribuer à un monde bienveillant. L'information et la consultation sur la manière d'acheter, de vivre et de recycler de manière écologique sont des options politiques utiles, tout comme les politiques fondées sur la précaution en tant que position proactive, car les soins signifient prévenir les dommages⁵⁴. La proactivité en

matière de soins et de prévention suggère qu'une gouvernance fondée sur la rationalité empathique devrait faire progresser les stratégies habilitantes qui font de l'alternative durable la voie la plus facile à suivre, y compris les stratégies de consommation durable et les choix de mode de vie. Elle nécessitera probablement aussi des politiques qui réglementent les produits et favorisent les aliments issus de l'agriculture biologique et de la production locale, afin de rendre ces alternatives alimentaires moins nocives largement disponibles et abordables pour de nombreuses personnes. Cela nécessitera à son tour des changements dans les politiques agricoles et la politique agricole commune de l'UE dans une direction axée sur la bienveillance et le soin.

Un autre exemple est la planification des villes et des infrastructures qui réduit les émissions de carbone en faisant des transports publics, de la marche et du vélo les choix les plus faciles, les plus abordables et les plus logiques pour chaque individu. Plutôt que de reposer sur l'électrification, cette planification devrait s'appuyer sur des solutions qui proposent de nouvelles façons d'utiliser les voitures (par exemple, le partage plutôt que la possession d'une voiture qui reste le plus souvent inutilisée) et qui réévaluent l'objectif de l'utilisation de la voiture personnelle (par exemple, pour les trajets quotidiens ou les trajets polyvalents), et inclure des investissements dans les infrastructures de transport actif (c'est-à-dire la marche et le vélo) et dans les transports en commun. De telles incitations à la planification durable de la mobilité dans les régions et les villes contribueraient grandement à la réalisation des objectifs en matière de climat, d'égalité des genres et d'équité.

Un exemple de la façon dont la rationalité empathique peut être mise en œuvre est tiré de la recherche à l'échelle locale en Suède, où nous avons constaté que les valeurs de bienveillance étaient exprimées dans les municipalités qui ont obtenu de bons résultats en matière de développement durable dans la planification des transports. Les valeurs liées à la bienveillance, telles que la prise en compte des besoins des personnes vulnérables, ont été exprimées dans les politiques et les plans de transport, en termes de reconnaissance de la diversité des citoyens (âge, lieu, capacité), de leurs différents modèles de mobilité (cyclistes, automobilistes, usagers des transports publics) et de leurs différents besoins (aller à l'école, faire la navette, faire les courses, jouer). Cette diversité était évidente dans les stratégies politiques et dans les comités où les décisions en matière de transport étaient prises. La prise en compte des besoins des groupes vulnérables était exprimée lors de l'élaboration de moyens pour préserver les itinéraires cyclables ou piétons des enfants pour se rendre à l'école, l'accès des personnes âgées aux transports publics et la possibilité pour les personnes sans voiture de sortir pour découvrir la nature, ou encore dans la manière dont le déneigement est organisé. Les plans reflètent également une perspective holistique de la mobilité, tout en reconnaissant la diversité des usagers des transports. Dans plusieurs de ces municipalités, la priorité a été donnée à l'accessibilité à pied et aux pistes

cyclables. Cela a aussi profondément remis en question la norme dominante de la masculinité technique dans les transports, qui donne la priorité à l'utilisation de la voiture personnelle et à l'infrastructure routière⁵⁵. Dans le contexte de la planification des transports municipaux, il est suggéré de planifier une ville en répondant simultanément aux besoins d'un enfant de 8 ans et d'une personne âgée de 88 ans, afin qu'ils puissent se déplacer en toute sécurité et avoir accès aux services publics. Ce type de planification est censé être inclusif et conduire à une réduction des émissions de carbone, car il donne la priorité à des modèles de mobilité durable avec comme choix de mobilité donnés les transports publics, le vélo et la marche.

Prendre soin de la nature

Toutefois, nos études sur la planification des transports durables dans huit municipalités ont révélé que la dimension écologique de la durabilité était rarement abordée ou considérée comme une priorité⁵⁶. C'est aussi généralement le cas des politiques climatiques et de la gouvernance. Dans un premier temps, la rationalité empathique doit trouver des moyens de comprendre les besoins de la nature et des non-humains. La réactivité – l'appel à répondre aux besoins des autres – telle qu'elle est mise en avant dans la tradition de l'éthique des soins et de la sollicitude peut inclure les générations futures en raison de la manière dont elle plaide en faveur du bien-être des enfants⁵⁷. En partant de l'idée de réactivité, la nature et les générations futures peuvent être considérées comme des bénéficiaires de politiques qui ont des difficultés à faire entendre leurs revendications de la manière dont nous avons l'habitude de les entendre.

Un exemple tiré de la gestion de l'environnement peut illustrer la manière dont les valeurs écologiques peuvent être mieux intégrées dans la politique concrète et la gouvernance. L'attribution à la nature d'un statut juridique et d'un statut de personne est devenue une pratique juridique courante dans divers endroits du monde. Son objectif est de protéger la nature. La rivière Te Awa Tupua en Aotearoa/Nouvelle-Zélande, qui s'est vue attribuer le statut de personne morale en 2017, en est un exemple. La valeur intrinsèque de la rivière a été reconnue par la loi. La prise en compte des besoins de la rivière s'accompagne d'un changement de perspective : toutes les décisions affectant la rivière doivent respecter les besoins et les valeurs intrinsèques de la rivière et s'y conformer. On est très loin de la politique de conservation de la nature qui consistait à considérer une rivière comme un objet digne d'être préservé uniquement pour le bénéfice de l'homme, et jamais pour son propre intérêt. Dans le cas de la rivière Te Awa Tupua, les Maoris et les citoyens locaux ont été chargés de définir les besoins de la rivière. Cette tâche leur a été confiée parce que l'attention portée à la nature est primordiale dans la culture maorie et qu'elle inclut la prise en compte de notre dépendance sur la nature au fil des générations et dans l'avenir. Ainsi, les groupes maoris ont été considérés comme particulièrement aptes à apprécier les besoins et les

valeurs de la rivière et en sont venus à jouer un rôle important dans sa gestion. En général, lorsque la gouvernance confère des droits ou un statut de personne à la nature, les groupes indigènes se voient souvent accorder un rôle de premier plan. Leur vision du monde est perçue comme conforme à la reconnaissance de l'interdépendance sociale avec la nature, y compris la connaissance de la manière dont ces relations peuvent s'améliorer et devenir bienveillantes. Dans certains cas, comme celui de Te Awa Tupua, cela peut également avoir pour effet d'apaiser, voire de réconcilier, les griefs passés entre les populations autochtones et les communautés de colons. Les droits légaux ou le statut de personne pouvant être attribués à la nature ne sont pas fréquents en Europe. Ils pourraient être très utiles pour prendre soin de la nature, en favoriser notre connaissance, reconnaître et intégrer les traditions autochtones et locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et offrir une alternative à l'importance excessive accordée aux connaissances économiques et techniques dans la rationalité de la gouvernance de la modernisation écologique, encore dominante.

Bien que la rationalité empathique puisse faire progresser une gouvernance climatique plus inclusive grâce à la manière dont les soins visent à satisfaire les besoins actuels et à prévenir les dommages futurs, l'élaboration des politiques ne sera pas exempte de dilemmes, tels que l'établissement de priorités en matière de soins dans les cas où les besoins humains et écologiques peuvent être (ou sembler être) en conflit et la manière d'établir des priorités entre les besoins actuels et les besoins potentiels futurs.

Propositions pour l'élaboration d'un nouveau contrat de genre pour la gouvernance climatique

Ce chapitre a critiqué la rationalité de la modernisation écologique, qui a été dominante dans la gouvernance climatique, et conclut qu'il est peu probable qu'elle résolve le problème climatique tout en renforçant l'égalité des genres. Pour réussir, la transition climatique doit inclure les secteurs sociaux et reproductifs et tenir compte des besoins de tous les citoyens, des non-humains et de la nature. Ce chapitre a présenté cet argument et a contribué à l'élaboration d'une rationalité alternative (la rationalité empathique) pour la gouvernance climatique qui inclut le genre et la nature, ce qui est également la façon dont il imagine le nouveau contrat de genre pour l'UE. La rationalité empathique repose sur la combinaison de la pensée environnementale, de l'écoféminisme et de l'éthique du soin, et sur la conviction que les problèmes du changement climatique, de l'égalité des genres et de l'équité doivent être abordés ensemble. La rationalité empathique propose une gouvernance fondée sur les valeurs de soins, d'empathie, de la solidarité et de l'holisme, et soutient que les approches de précaution et de prévention ainsi que la

réévaluation de la reproduction sociale peuvent être essentielles à la réalisation de la transition climatique. Plusieurs options et approches politiques ont été suggérées.

Nous cherchons à modifier la logique de la gouvernance pour qu'elle soit guidée par la rationalité empathique. Cela nécessite un changement dans le raisonnement qui sous-tend l'action de gouvernance et ce n'est pas chose facile, mais il existe des options pour permettre ce changement. L'insuffisance de la rationalité de la modernisation écologique pour atteindre les objectifs climatiques et d'égalité peut amener les décideurs politiques à repenser leurs actions. Cela nécessite un contexte de gouvernance où un certain degré de réflexivité est possible et où de nouvelles idées, telles que la rationalité empathique, peuvent être reprises et mises en œuvre. Cela serait probablement facilité par un ensemble égal et diversifié de décideurs politiques, y compris des hommes et des femmes, de milieux et de professions différents, qui sont plus susceptibles d'avoir des idées variées sur la gouvernance climatique et peuvent les introduire lorsqu'ils sont inclus dans l'élaboration des politiques. L'égalité de représentation reste donc un objectif important pour le nouveau contrat de genre et devrait faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation continue dans les contextes de gouvernance et parmi les chercheurs.

La rationalité empathique suggère que nous devrions nous méfier des relations de pouvoir, et il est donc important de se demander si et comment les politiques et stratégies de gouvernance climatique actuelles et futures conduisent à des privilèges différentiels. À ceci, il pourrait être remédié par un suivi détaillé de la manière dont les politiques climatiques et les investissements forment les relations sociales en se posant la question de qui peut décider une stratégie spécifique (comme la politique bioénergétique), qui peut partager les ressources et les nouvelles opportunités d'emploi (par exemple avec l'électrification des voitures), et comment la nature est touchée par les actions et les investissements (par exemple dans le secteur des énergies renouvelables). Les « outils » d'évaluation et d'intégration de la dimension de genre disponibles, s'ils sont utilisés dans l'ensemble de la gouvernance climatique, peuvent être utiles. Toutefois, leur importance dans le processus politique doit être renforcée, en fournissant les ressources appropriées pour engager du personnel qualifié et consacrer du temps à la réalisation des évaluations.

1. Citation originale : « to become the first climate neutral continent ».
2. « EIGE gender index 2023: Thematic focus of gender equality and the socially fair transition of the European Green Deal », Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, 2023.
3. Ursula Von der Leyen, « [My agenda for Europe, political guidelines for the next European Commission 2019-2024](#) », Commission européenne, 2019.
4. Gill Allwood et Annica Kronsell, « The European Green Deal through an equalities lens: A lost opportunity? », *The governance of gender equality policy in EU institutions: Assessing developments during the von der Leyen Commission presidency (2019-2024)*, Éditions Gabriele Abels, 2024.

5. Gill Allwood, « Mainstreaming gender and climate change to achieve a just transition to a climate-neutral Europe », *Journal of Common Market Studies*, vol. 58, 2020, pp. 173-186.
6. Gill Allwood, « The EU's transition to climate justice and gender equality. How just and how equal? », Fondation européenne d'études progressistes, 2022.
7. Commission européenne, « Stepping up Europe's 2023 climate ambition. Investing in a climate-neutral future for the benefit of our people », Communication de la commission du Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, n°562, 2020.
8. Sheryllyn MacGregor, *Routledge handbook of gender and environment*, Taylor and Francis, 2017.
9. Susan Buckingham et Virginie Le Masson, *Understanding climate change through gender relation*, Routledge, 2017 ; Marjorie Griffin Cohen, « Climate change and gender in rich countries: Work, public policy and Action », dans Marjorie Griffin Cohen, *Climate change and gender in rich countries: Work, public policy and action*, Earthscan from Routledge, 2017 ; Gunnhildur Lily Magnúsdóttir et Annica Kronsell, *Gender, intersectionality and climate institutions in industrialized states*, Earthscan from Routledge, 2021.
10. Gill Allwood et Annica Kronsell, « The European Green Deal through an equalities lens: A lost opportunity? », *The governance of gender equality policy in EU institutions: Assessing developments during the von der Leyen Commission presidency (2019-2024)*, Éditions Gabriele Abels, 2024.
11. Annica Kronsell et Karin Bäckstrand, « Rationality and forms of governance. A framework for analyzing the legitimacy of new modes of governance », dans Karin Bäckstrand, Jamil Khan, Annica Kronsell et Eva Lövbrand, *Environmental politics and deliberative democracy: Examining the promise of new modes of governance*, Edward Elgar Publishing, 2010.
12. Annica Kronsell et Roger Hildingsson, « Green State theory: Approaches and critical Issues », dans Colin Hay, Michael Lister et David Marsh, *The State: Theories and issues*, Red Globe Press, seconde édition, 2022, pp. 146-165.
13. Martin Jänicke et Klaus Jacob, « Lead markets for environmental innovations: A new role for the nation State », *Global Environmental Politics*, vol. 4, n°1, 2004, pp. 29-46 ; Arthur P. J. Mol, « **Ecological modernization and the global economy** », *Global Environmental Politics*, vol. 2, n°2, 2002, pp. 92-115 ; Petter Næss et Inger-Lise Saglie, « Ecological modernisation: Achievements and limitations of densification », dans Simin Davoïdu, Richard Cowell, Iain Whie et Hilda Blanco, *The Routledge companion to environmental planning*, Routledge, 2019, pp. 63-72.
14. Expression originale : « to consume themselves out of a crisis ».
15. Karin Bäckstrand et Annica Kronsell, *Rethinking the Green State. Environmental governance towards climate and sustainability transitions*, Earthscan from Routledge, 2015 ; Robyn Eckersley, *The Green State*, MIT Press Journals, 2004.
16. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « Mitigation of climate change, working group III contribution to the sixth assessment report of the intergovernmental panel on climate change, Intergovernmental Panel on Climate Change », 2022.
17. Roger Hildingsson, Annica Kronsell et Jamil Khan, « **The Green State and industrial decarbonisation** », *Environmental Politics*, vol. 28, n°5, 2019, pp. 909-928 ; Annica Kronsell, Jamil Khan et Roger Hildingsson, « **Actor relations in climate policymaking: Governing decarbonisation in a corporatist Green State** », *Environmental Policy and Governance*, vol. 29, n°6, 2019, pp. 399-408.
18. Martin Fritz et Max Koch, « **Economic development and prosperity patterns around the world: Structural challenges for a global steady-state economy** », *Global Environmental Change*, vol. 38, mai 2016, pp. 41-48 ; Max Koch et Martin Fritz, « Green States in Europe: A comparative view », dans Karin Bäckstrand et Annica Kronsell, *Rethinking the Green State: Environmental governance towards climate and sustainability transitions*, Routledge, 2015, pp. 83-103 ; Arthur P. J. Mol, « **The environmental nation State in decline** », *Environmental Politics*, vol. 25, n°1, 2016, pp. 48-68.
19. Tim Jackson, « **The post-growth challenge: Secular stagnation, inequality and the limits to growth** », *Ecological Economics*, vol. 156, février 2019, pp. 236-246 ; Giorgos Kallis, « In defence of degrowth », *Ecological Economics*, vol. 70, n°5, 2011, pp. 873-880 ; Max Koch, « **Economic growth as social problem: The case of climate change** », dans Brij Mohan, *Global Frontiers of Social Development in Theory and Practice*, Palgrave Macmillan, 2015 ; Riccardo Mastini, Giorgos Kallis et Jason Hickel, « **A green new deal without growth?** », *Ecological Economics*, vol. 179, janvier 2021.
20. Donella Meadows et Jorgen Randers, *The limits to growth: The 30-year update*, Routledge, 2012 ; Donella H. Meadows,

- Dennis L. Meadows, Jorgen Randers, et Williams W. Behrens III, *The limits to growth: A report to the club of Rome*, Pan Books, 1972.
21. Mary Mellor, « Women, nature and the social construction of “economic man” », *Ecological Economics*, vol. 20, n°2, 1997, pp. 129-140 ; Mary Mellor, « Ecofeminist political economy: A green and feminist agenda », dans Sherilyn MacGregor, *Routledge handbook of gender and environment*, Routledge, 2017, pp. 86-100.
 22. Christine Bauhardt, « Solutions to the crisis? The Green New Deal, degrowth, and the solidarity economy: Alternatives to the capitalist growth economy from an ecofeminist economics perspective », *Ecological Economics*, vol. 102, juin 2014, pp. 60-68 ; Mary Mellor, *op. cit.*, pp. 86-100.
 23. Vandana Shiva et Maria Mies, *Ecofeminism*, Seconde édition, Zed Books, 2014.
 24. Johan Rockström, Will Steffen, Kevin Noone, Åsa Persson, Stuart F. Chapin III, Éric Lambin, Timothy M. Lenton, Marten Scheffer, Carl Folke, Hans Joachim Schellnhuber, Björn Nykvist, Cynthia A. de Wit, Terry Hughes, Sander van der Leeuw, Henning Rodhe, Sverker Sörlin, Peter K. Snyder, Robert Costanza, Uno Svedin et Jonathan A. Foley, « Planetary boundaries: Exploring the safe operating space for humanity », *Ecology and Society*, vol. 14, n°2, 2009, p. 32.
 25. Robyn Eckersley, « Greening States and Societies: From transitions to great transformations », *Environmental Politics*, vol. 30, n°1-2, 2021, pp. 245-265.
 26. Les Levidow, *Beyond climate fixes: From public controversy to system change*, Policy Press, 2023.
 27. Benjamin K. Sovacool, Johannes Kester, Lance Noel et Gerardo Zarazua de Rubens, « Are electric vehicles masculinized? Gender, identity, and environmental values in Nordic transport practices and vehicle-to-grid (V2G) preferences », *Transportation Research Part D: Transport and Environment*, vol. 72, juillet 2019, pp. 187-202.
 28. Martin Hultman, « Exploring industrial, ecomodern, and ecological masculinities », dans Sherilyn MacGregor, *Routledge handbook of gender and environment*, Routledge, 2017, pp. 239-252 ; Marin Hultman, « Natures of masculinities », dans Susan Buckingham et Virginie Le Masson, *Understanding climate change through gender relations*, Routledge, 2017, pp. 87-103 ; Martin Hultman et Jonas Anshelm, « Masculinities of global climate change: Exploring ecomodern, industrial and ecological masculinity », dans Marjorie Griffin Cohen, *Climate change and gender in rich countries*, Routledge, 2017, pp. 19-34 ; Martin Hultman et Paul M. Pulé, *Ecological masculinities: Theoretical foundations and practical guidance*, Routledge, 2018.
 29. Bengt Jacobsson et Leonora Mujkic, *Trafikverket. En Förvaltningspolitisk historia*, 2016 ; Hilda Rømer, Christensen et Michala Hvidt Breengaard, « Towards a climate friendly turn? Gender, culture and performativity in Danish transport policy », dans Gunnhildur Lily Magnúsdóttir et Annica Kronsell, *Gender, intersectionality and climate institutions in industrialized states*, Routledge, 2021, pp. 105-123 ; Tanu Priya Uteng, Hilda Rømer Christensen et Lena Levin, *Gendering smart mobilities*, Routledge, 2020 ; Karin Winter, *Tankemotståndet mot sociala skillnader som transportplaneringsfråga: En analys av planeringstänkande på Trafikverket*, PhD Thesis, KTH, 2021.
 30. Érik Hysing, « Greening transport-explaining urban transport policy change », *Journal of Environmental Policy and Planning*, vol. 11, n°3, 2009, p. 247 ; Mimi Sheller et John Urry, « The city and the car », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 24, n°4, 2000, pp. 737-757.
 31. Commission européenne, « The European Green Deal », vol. 53, n°9, 2019, p. 24.
 32. Kelly Levin, Benjamin Cashore, Steven Bernstein et Graeme Auld, « Overcoming the tragedy of super wicked problems: Constraining our future selves to ameliorate global climate change », *Policy Sciences*, vol. 45, n°2, 2012.
 33. Susan Buckingham, « Ecofeminism in the twenty-first century », *The Geographical Journal*, vol. 170, n°2, 2004, pp. 146-154 ; Greta Gaard, « New directions for ecofeminism: Toward a more feminist ecocriticism », *Interdisciplinary Studies in Literature and Environment*, vol. 17, n°4, 2010, pp. 643-665 ; Greta Gaard, « Ecofeminism and climate change », *Women's Studies International Forum*, vol. 49, mars-avril 2015, pp. 20-33 ; Greta Gaard, *Critical ecofeminism*, Lexington Books, 2017 ; A.E. Kings, « Intersectionality and the changing face of ecofeminism », *Ethics and the Environment*, vol. 22, n°1, 2017, pp. 63-87 ; Sherilyn MacGregor, *Beyond mothering Earth: Ecological citizenship and the politics of care*, UCB Press, 2006 ; Sherilyn MacGregor, « Making matter great again? Ecofeminism, new materialism and the everyday turn in environmental politics », *Environmental Politics*, vol. 30, n°1-2, 2021, pp. 41-60.
 34. Mark Allister, *Eco man: new perspectives on masculinity and nature*, University of Virginia Press, 2004 ; Robin Hedenqvist,

- Paul M. Pulé, Vidar Vetterfalk et Martin Hultman, « When gender equality and Earth care meet: Ecological masculinities in practice », dans Gunnhildur Lily Magnúsdóttir et Annica Kronsell, *Gender, intersectionality and climate institutions in industrialized states*, Earthscan from Routledge, 2021 ; Martin Hultman et Jonas Anshelm, « Masculinities of global climate change: Exploring ecomodern, industrial and ecological masculinity », dans Marjorie Griffin Cohen, *Climate change and gender in rich countries*, Routledge, 2017, pp. 19-34 ; Martin Hultman et Paul M. Pulé, *Ecological masculinities: Theoretical foundations and practical guidance*, Routledge, 2018.
35. Josephine Donovan et Carol Adams, *The feminist care tradition in animal ethics*, Columbia University Press, 2007 ; Virginia Held, *The ethics of care: Personal, political and global*, Oxford University Press, 2006 ; Helena Stensöta, « Public ethics of care – a general public ethics », *Ethics and Social Welfare*, vol. 9, n°2, 2015, pp. 183-200 ; Joan Tronto, *Moral boundaries*, Routledge, 1994.
 36. Annica Kronsell et Helena Stensöta, « The Green State and emphatic rationality », dans Karin Bäckstrand et Annica Kronsell, *Rethinking the Green State: Environmental governance towards climate and sustainability transitions*, Earthscan from Routledge, 2015, pp. 225-240.
 37. Karin Bäckstrand et Annica Kronsell, *Rethinking the Green State. Environmental governance towards climate and sustainability transitions*, Earthscan from Routledge, 2015.
 38. Annica Kronsell et Helena Stensöta, « The Green State and emphatic rationality », dans Karin Bäckstrand et Annica Kronsell, *Rethinking the Green State: Environmental governance towards climate and sustainability transitions*, Earthscan from Routledge, 2015, pp. 225-240.
 39. En anglais original : « a State that cares ».
 40. Coline Hay, Michael Lister et David Marsh, *The State theories and issues*, Bloomsbury Publishing, 2022.
 41. Daniel Bailey, « **The environmental paradox of the Welfare State: The dynamics of sustainability** », *New Political Economy*, vol. 20, n°6, 2015, pp. 793-811 ; James Meadowcroft, « From Welfare State to Ecostate », dans John Barry et Robyn Eckersley, *The State and the global ecological*, MIT Press, 2005, pp. 3-23.
 42. Val Plumwood, *Feminism and the mastery of nature*, Routledge, 1993.
 43. Robert Dyball et Barry Newell, *Understanding human ecology: A systems approach to sustainability*, Routledge, 2014.
 44. Commission européenne, « **The European Green Deal** », vol. 53, n°9, 2019, p. 24.
 45. Commission européenne, « "Fit for 55": Delivering the EU's 2030 climate target on the way to climate neutrality », 2021.
 46. Joy Clancy, Irina Kustova, Milan Elkerbout et Kavya Michael, *The gender dimension and impact of the Fit for 55 package*, Direction générale des droits des citoyens, de la justice et des affaires institutionnelles, Parlement européen, décembre 2022 ; « **Why the European Green Deal needs ecofeminism** », Bureau européen de l'environnement et Women engage for a common future, 16 juillet 2021 ; Rose Heffernan, Patrizia Heidegger, Gabriele Köhler, Anke Stock et Katy Wiese, *A feminist European Green Deal – towards an ecological and gender just transition*, Friedrich Ebert Stiftung, 2021.
 47. Greta Gaard, « **Ecofeminism and climate change** », *Women's Studies International Forum*, vol. 49, mars-avril 2015, p. 26.
 48. Leanne Martin, Mathew P. White, Anne Hunt, Miles Richardson, Sabine Pahl et Jim Burt, « **Nature contact, nature connectedness and associations with health, wellbeing and pro-environmental behaviours** », *Journal of Environmental Psychology*, vol. 68, avril 2020 ; Claudio D. Rosa et Silvia Collado, « **Experiences in nature and environmental attitudes and behaviors: Setting the ground for future research** », *Frontiers in Psychology*, vol. 10, avril 2019.
 49. Robin Hedenqvist, Paul M. Pulé, Vidar Vetterfalk et Martin Hultman, « When gender equality and Earth care meet: Ecological masculinities in practice », dans Gunnhildur Lily Magnúsdóttir et Annica Kronsell, *Gender, intersectionality and climate institutions in industrialized states*, Earthscan from Routledge, 2021.
 50. Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, « EIGE gender index 2023: Thematic focus of gender equality and the socially fair transition of the European Green Deal », 2023.
 51. Gill Allwood et Annica Kronsell, « The European Green Deal through an equalities lens: A lost opportunity? », *The governance of gender equality policy in EU institutions: Assessing developments during the von der Leyen Commission presidency (2019-2024)*, Éditions Gabriele Abels, 2024.
 52. Gill Allwood et Annica Kronsell, « The European Green Deal through an equalities lens: A lost opportunity? », *The*

- governance of gender equality policy in EU institutions: Assessing developments during the von der Leyen Commission presidency (2019-2024)*, Éditions Gabriele Abels, 2024.
53. Rose Heffernan, Patrizia Heidegger, Gabriele Köhler, Anke Stock et Katy Wiese, *A feminist European Green Deal - towards an ecological and gender just transition*, Friedrich Ebert Stiftung, 2021.
 54. Christine Bauhardt et Wendy Harcourt, *Feminist political ecology and the economics of care in search of economic alternatives*, Routledge, 2019.
 55. Annica Kronsell, Christian Dymén, Lena Smidfeldt Rosqvist, Olga Stepanova et Lena Winslott Hiselius, « **Critical masculine and feminine norms in sustainable municipal transport policies and planning** », *Journal of Environmental Policy and Planning*, 2023.
 56. Ibid.
 57. Daniel Engster et Helena Olofsdotter Stensöta, « **Do family policy regimes matter for children's well-being?** », *Social Politics*, vol. 18, n°1, 18 février 2011, pp. 82-124.